

## **Second tour : Marine Le Pen et l'extrême gauche face à ses inconséquences**

vendredi 5 mai 2017, par [CHATROUSSAT José](#) (Date de rédaction antérieure : 2 mai 2017).

À présent, les chances pour Marine Le Pen de gagner les élections présidentielles dimanche prochain ne sont pas négligeables. L'heure n'est pas aux pronostics mais à une réflexion sur ce qu'il convient de faire à court terme et à moyen terme.

Trois hypothèses se présentent quant aux résultats du Front National. Sa candidate peut gagner d'extrême justesse, perdre à un très haut niveau (40 % ou plus), ou faire un score décevant pour ses troupes se situant en-dessous de 30 %. Dans chaque cas de figure, les conséquences ne seront pas les mêmes. Elles seront examinées plus loin.

Il faut d'abord regarder les éléments qui peuvent la faire gagner. Le fameux « front républicain » est branlant, quasi inexistant. La droite est divisée et affaiblie. Les Fillon, Juppé et Sarkozy ne tiennent pas en main leurs troupes et encore moins leur électorat. Une bonne partie des électeurs de droite va voter Marine Le Pen. Entre deux maux, de leur point de vue, ils vont écarter le pire, à savoir Macron que, sur des questions sociétales et parce qu'il a fait partie du gouvernement Hollande, ils considèrent comme un sale type de gauche. On ne peut pas non plus écarter l'hypothèse que, devant ce choix cornélien, un nombre important d'électeurs de droite glisse un bulletin blanc dans l'urne. Cela ne peut pas être capté par les radars des instituts de sondage, lesquels ont d'ailleurs bien du mal à saisir les intentions d'une bonne partie de l'électorat. Quant aux leaders de la gauche gouvernementale et leurs supporters qui appellent à voter Macron, c'est peu de dire qu'ils sont affaiblis et discrédités. Le Parti socialiste s'est effondré. C'est la rançon parfaitement méritée d'une politique détestable, de droite, qui a été menée dans la continuité de celle de Sarkozy.

Si on considère maintenant Macron, ses exploits contre les travailleurs au sein du gouvernement Valls et les intentions qu'il affiche de poursuivre une politique délibérément au service du patronat, il est évident qu'on n'a pas envie de voter pour un tel personnage et que, si on se résout à le faire, ce ne peut être qu'avec un certain dégoût. C'est parce qu'on prend en compte un grave problème qui dépasse l'élection de ce fidèle serviteur des intérêts capitalistes qui n'est pas du tout acquise.

La conséquence tout à fait compréhensible est qu'une bonne partie des électeurs de gauche a envie de s'abstenir ou de voter blanc. Reste à savoir si ce geste qui exprimerait un ressentiment et une colère parfaitement fondée est juste et porteur d'avenir. Je ne le pense pas et je vais expliquer pourquoi. Ce qui augmente les chances de Marine Le Pen, c'est qu'un certain nombre d'électeurs de Mélenchon, toute honte bue, vont voter pour elle. On a observé un phénomène semblable lors des élections aux États-Unis. Une proportion non négligeable d'électeurs de Bernie Sanders a voté ensuite pour Donald Trump.

Nous ne pouvons pas renvoyer dos à dos Marine Le Pen et Emmanuel Macron en pensant que, de toute façon, d'autres suffisamment nombreux, feront le sale boulot d'assurer la victoire de Macron et qu'il n'y a pas de bile à se faire. Celles et ceux qui choisiront de s'abstenir ou de voter blanc doivent pleinement assumer la conséquence éventuelle de leur choix : Marine Le Pen sera peut-être aux commandes de l'appareil d'État dans les prochaines semaines. Même si les sondages nous assuraient qu'elle va perdre, je crois raisonnable de nous en méfier. L'exemple de l'élection

impromptue d'un sinistre guignol réactionnaire comme Trump, contrairement à presque toutes les prévisions, me semble suffisamment éloquent.

Nous ne pouvons pas dormir sur nos deux oreilles parce que les sondages nous affirment que Macron va l'emporter avec 60 % des voix, d'autant que les intentions de vote en sa faveur s'effritent au fil des jours et peuvent beaucoup décliner s'il étale sa vacuité et s'effondre dans la confrontation télévisuelle avec Marine Le Pen. Nous ne pouvons pas nous rassurer au prétexte que la bourgeoisie n'aurait pas envie d'avoir Marine Le Pen comme présidente, avec l'argument qu'elle « n'a pas besoin d'un régime fasciste ou fascisant ». La bourgeoisie n'est pas homogène et elle ne décide pas de tout. Il arrive qu'elle se laisse déborder par la démagogie efficace de certains des individus qui prospèrent en son sein. Il est imprudent de baser nos analyses et nos positions sur ce que pensent les capitalistes. Nous serions peut-être mieux inspirés de demander aux migrants, aux immigrés de fraîche date ou de longue date, à la population de toutes les couleurs ce qu'ils et elles pensent de toute cette affaire.

Sommes-nous capables de tenir compte de la très désagréable surprise qui a été celle aux États-Unis de millions de Noirs, d'immigrés latino-américains, d'hommes et femmes de gauche, écologistes, féministes, homosexuels, scientifiques honnêtes et progressistes sur un plan ou un autre, avec l'arrivée de Trump et de son équipe de xénophobes, de racistes, de climato-sceptiques et d'obscurantistes au pouvoir ? Peut-on croire un seul instant que pour eux, Trump ou Clinton, c'est du pareil au même ? Trouverait-on des travailleurs sans papiers, mexicains ou autres, affirmant qu'avec Trump, leur situation n'est pas plus grave qu'avec Obama ? Ne voit-on pas déjà les dégâts spécifiques provoqués par Trump et cie, en plus de ceux accomplis par les présidents qui l'ont précédé ? Avant les élections, certains militants américains, drapés dans les plis d'un marxisme simpliste, pouvaient affirmer fièrement que Clinton et Trump étaient identiques. Mais aujourd'hui ?

Bien sûr, on m'objectera que les États-Unis et la France n'ont pas le même système électoral. Comment ne pas en convenir ? Mais il y a cependant des points communs avec les deux situations qui ont précédé les élections présidentielles dans ces deux pays et malheureusement aussi, les situations qui risquent d'exister après ces élections. Le premier, c'est que les deux candidats qualifiés en fin de parcours étaient (pour les USA) et sont (pour la France), détestables. D'où la tentation compréhensible de les renvoyer dos-à-dos. Le second point commun, c'est que le succès ou la victoire du candidat le plus raciste, le plus xénophobe, le plus anti-immigrés constitue un formidable encouragement à s'en prendre aux catégories de la population les plus fragiles, les moins en capacité de se défendre et de rendre les coups.

Il me semble que les militants, les camarades et mes amis qui envisagent de voter blanc dimanche n'ont pas imaginé les conséquences de leur geste si Marine Le Pen gagne, et même si elle parvient à obtenir 40 % des votes. Ce ne sont pas eux qui seront visés en premier. Comme moi, ils et elles sont français et blancs, avec des papiers en règle, avec un casier judiciaire vierge, une situation matérielle certes pas très brillante mais sans être pour autant en état de grande précarité. Qu'à cela ne tienne pour le FN et ses identitaires. Après s'être attaqués aux sans-papiers, aux migrants, aux Roms, à toutes les personnes issues de l'émigration et en particulier aux jeunes des banlieues de toutes les couleurs, Le Pen et ses sbires identitaires s'occuperont de notre cas, plus tard, repérant les Juifs, les homosexuels, les athées, les anticapitalistes de toutes nuances, les internationalistes, les gens qui n'agiteront pas le drapeau tricolore en cadence, les gens qui sont mariés à des Noirs ou à des Maghrébins, ou qui ont, comme moi, des amis chers ou de bons voisins originaires d'Afrique ou du Maghreb. Voter blanc risque d'avoir cette fâcheuse connotation d'être le vote de blancs bien pensants de gauche ou d'extrême gauche, campant sur des positions anti-électorales aussi faibles et inconsistantes dans certaines circonstances que l'électorale plein d'illusions qui a fait bien des ravages dans d'autres circonstances.

Il n'est pourtant pas difficile d'imaginer ce que le Front National et ses alliés feraient s'ils se retrouvaient à la tête des institutions étatiques. Nous en avons déjà des échantillons très concrets avec la façon dont ils gèrent les municipalités qu'ils ont gagnées : campagnes racistes et anti-musulmanes permanentes, suppression d'aides sociales, suppression de subventions à des associations cruciales pour les plus démunis. Pour Jean-Luc Mélenchon, il ne s'agit sans doute que de « nuances dans la cruauté sociale » comme il a osé le dire en établissant une équivalence entre Macron et Le Pen. J'ai du mal à croire que les victimes de la gestion du Front National dans ces municipalités qu'ils tiennent voient la réalité comme ce tribun, calculateur et infatué de lui-même, qui ne réagit même pas quand Marine Le Pen le félicite ou drague ses électeurs.

Si Marine Le Pen est élue, elle nommera des préfets encore plus implacablement xénophobes. Elle encouragera les 50 % de policiers et de gendarmes qui votent déjà pour elle à se comporter de façon encore plus infâme et à commettre encore plus de bavures. Quand Gilbert Collard sera garde des Sceaux, Christine Boutin ministre de la famille et Bruno Gollnisch, ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, je suis persuadé que ceux et celles qui sont actuellement dans une logique « bonnet blanc-blanc bonnet », saisiront la différence. Sauf qu'il sera un peu trop tard pour se défendre efficacement. Car évidemment, comme Edwy Plenel l'argumente très bien dans son texte « Dire non au désastre », les libertés d'expression et d'organisation, et le droit de grève seront sérieusement encadrées, voire supprimées dans bien des cas. « Elles sont déjà mises à mal, un peu plus, un peu moins, quelle importance » vont s'écrier les militants ultra-gauche et les doctrinaires abstraits qui ne distinguent pas la différence entre le gris et le noir, et s'engagent en toute inconscience dans la politique du pire.

C'est ici qu'il convient de dire ce qui ne va pas dans les organisations d'extrême gauche, qu'elles soient anarchistes, libertaires, conseillistes ou se réclamant du trotskysme comme LO et le NPA. Premier problème : elles ont très peu de militants et de sympathisants d'origine africaine ou maghrébine. Je n'ai pas remarqué qu'elles aient des porte-parole ou des figures connues ayant une de ces origines. Dans leur composition sociale, elles ne sont pas à l'image de ce pays ni du prolétariat de ce pays. Et ce ne sont pas les jeunes des banlieues populaires militant dans leurs rangs qui risquent de les ramener sur terre et de leur remettre les yeux en face des trous, car ils et elles brillent depuis quinze ans et plus par leur absence ou comptent fort peu dans l'élaboration de leurs politiques.

Ceci dit, les militants d'extrême gauche et de la gauche radicale constituent les forces essentielles qui soutiennent les sans-papiers et mènent une propagande antiraciste et anti-xénophobe. C'est tout à leur honneur, pas de problème sous cet angle. Mais ces organisations n'ont pas été accueillantes, de fait, à l'égard des jeunes et des travailleurs issus de l'immigration, sinon cela se verrait et aurait des effets positifs. Je fais simplement un constat sur lequel il faudrait s'interroger.

Cela ne m'est pas agréable d'exprimer cette vérité criante, d'autant plus que je me considère comme membre actif à part entière et de longue date de l'extrême gauche révolutionnaire, et qui plus est en sympathie avec celles et ceux qui constituent la gauche radicale. Si cette physionomie très blanche se perpétue, la gauche radicale et les organisations qui se disent révolutionnaires ne cesseront pas de stagner ou de s'affaiblir et elles ne joueront qu'un rôle marginal dans les combats futurs.

Deuxième problème : il y a un beau principe qui, théoriquement, unit toutes les organisations mentionnées ci-dessus, qu'elles se réclament de l'anarchisme ou du marxisme : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! ». Sauf qu'elles ne montrent guère l'exemple en offrant toujours le spectacle de leur division, de leur indifférence à l'égard des autres organisations ou de leurs guerres microcholines auxquelles le commun des mortels ne comprend rien. Les divergences sont normales et même nécessaires, car personne ne détient d'emblée la vérité (sinon qu'il s'empresse d'en faire

profiter les autres). Ce qui l'est moins, c'est que ces organisations n'offrent jamais un visage uni, avenant, fraternel, sur aucun problème où cela pourrait couler de source. Les divers groupes se sont habitués à ne pas débattre intelligemment entre eux. Certains se sont délectés à affirmer leur fragile identité politique en pratiquant des exclusions et des stigmatisations grotesques et autodestructrices. Il est grand temps de changer leurs pratiques internes et leurs rapports avec le monde extérieur pour la bonne raison que l'extrême droite prospère et s'unifie de façon extrêmement dangereuse.

L'émiettement de l'extrême gauche et de la gauche radicale et la routine de ses pratiques a depuis des années pour effet d'avoir appauvri la qualité des analyses qu'elle produit et de ne même pas pouvoir mobiliser utilement le patrimoine politique propre à chaque organisation et tendance. Il faut par exemple que ce soit Edwy Plenel qui rappelle aux organisations trotskystes, dans la conclusion de son texte, comment Trotsky posait le problème face au danger de l'extrême droite !

Le problème auquel nous sommes confrontés ne peut pas être réduit à une question de choix tactique. Où alors il s'agit d'un choix tactique vital. Quand les bolcheviks ont décidé de faire un front commun avec les partisans de Kerenski pour se débarrasser en priorité de l'ennemi le plus dangereux, à savoir le général Kornilov, ils l'ont fait pour sauver les chances de renverser Kerenski et de permettre ainsi aux ouvriers, soldats et paysans de déployer leur démocratie soviétique. Imaginez un instant qu'ils aient adopté une autre tactique : « Ni Kerenski, ni Kornilov. L'un et l'autre sont des ennemis de la révolution. Attendons de voir. Campons fermement sur nos principes en refusant de nous compromettre dans un front avec Kerenski... » Illustrons la question par un petit interlude imagé. Pris dans les phares d'une auto lancée à toute vitesse, le lapin gauchiste réfléchit à la tactique à adopter. « Même pas peur. Mes principes anti-électorales m'interdisent de faire un geste, un pas de côté pour sauver ma peau. Après tout, il y a une deuxième voiture derrière celle-là presque aussi dangereuse et rapide. Autant que je me fasse écraser tout de suite ».

Il me semble que cela ne relève pas de la dialectique la plus sophistiquée que de comprendre que face à deux ennemis dangereux, si on en a encore la possibilité, il faut écarter celui qui est le plus immédiatement dangereux pour s'occuper ensuite du suivant. Le raisonnement qui renvoie dos-à-dos le néolibéralisme de Macron et le souverainisme d'extrême droite de Le Pen ne fait qu'ajouter à la confusion des esprits. Il relève d'un radicalisme sans contenu qui ne se soucie pas de ce qu'entraînerait de très spécifique une victoire électorale de Le Pen. Aux attaques contre les migrants, les Roms, les citoyens d'origine africaine et maghrébine, s'ajouteraient deux effets particulièrement désastreux. Les conditions de la lutte seraient plus difficiles. On ne peut pas se réjouir de la multiplication des luttes des salariés et des mobilisations pour défendre l'environnement sans prendre en compte les conditions politiques dans lesquelles elles risquent de se dérouler. Si Le Pen fait un très bon score, sans gagner, le président Macron en tiendra compte dans un sens répressif, réactionnaire. Si Le Pen gagne, le pire est à craindre. Les appels à la lutte d'ensemble, à la grève générale, les proclamations tonitruantes sur « l'insurrection qui vient » résonneront alors de façon assez lugubre.

Ma dernière remarque sur les conséquences prévisibles d'un succès important ou éclatant du FN découle de mon point de vue internationaliste qui, celui-là je l'espère, est partagé par mes amis et camarades peu ou prou libertaires, conseillistes ou trotskystes. La victoire relative ou totale de Marine Le Pen serait un formidable encouragement pour toutes les forces d'extrême droite non seulement en Europe, mais aussi dans des pays comme les États-Unis, la Russie ou le Japon. Elles auront le vent en poupe. Le Pen serait reçue triomphalement par les chefs d'État de ces pays, de même qu'en Pologne, en Slovaquie et en Hongrie, pays où certes les régimes ne sont pas fascistes, mais suffisamment autoritaires et réactionnaires pour que les droits des femmes, la vie des migrants, des Tsiganes et de tous les citoyens épris de démocratie et de progrès social soient déjà terriblement mis en cause.

Nous sommes pris dans une nasse qui nous oblige à faire quelque chose d'infiniment désagréable quel que soit notre choix. S'abstenir ou voter blanc ? Cela ne sera pas agréable à vivre et à défendre. Même ceux qui se réfugient dans leur petite tour d'ivoire prendront soin, tout de même, de regarder les résultats à la télévision dimanche à 20 heures. Dans leur for intérieur, celles et ceux qui se seront abstenus ou qui auront voté blanc, seront soulagés si Le Pen n'est pas élue et seront effarés si elle l'est. Mais ils auront l'autosatisfaction d'avoir préservé leur saint Graal révolutionnaire (« Ne jamais voter ! » pour les uns. « Préserver son indépendance de classe ! » pour d'autres). Le problème, c'est qu'ils n'auront rien proposé dans la situation d'urgence où nous sommes pour que ni Macron, ni Le Pen ne soient élus. La grève générale ? Une grande bourrasque sociale de la classe ouvrière ? Un nouveau Mai 68 ? Une insurrection ? Je n'en vois pas les prémisses, sinon cela me conviendrait tout à fait.

Je suis pris dans la nasse comme tout le monde. Je vais faire quelque chose d'infiniment désagréable, qui n'est qu'un petit coup de canif pour la trouer, geste peu efficace si trop peu de gens s'y résolvent : je vais voter Macron, contre Le Pen et contre Macron qui ne perd rien pour attendre, qu'il faut combattre dès maintenant et surtout dès lundi prochain s'il est élu.

Certains pensent que, après tout tant pis, adienne que pourra, si Le Pen est élue en 2017, c'est peut-être pas plus mal plutôt que d'attendre 2022 où elle le sera à coup sûr. Leur logique est qu'il vaut mieux une fin effroyable tout de suite qu'un effroi sans fin. Je pense au contraire que nous devons tenter de nous donner un délai. Dans les années qui viennent, nous aurons encore de sérieux atouts pour renverser la situation en notre faveur. Nos faiblesses sont criantes. Qui aurait cru qu'un jour Marine Le Pen pourrait impunément se rendre sur un piquet de grève et se faire acclamer par un groupe de salariés en lutte, sans que d'autres, à Whirpool et ailleurs, ne réagissent vigoureusement en la chassant *manu militari* ? Le mouvement ouvrier, porteur de valeurs de solidarité et d'émancipation sociale, a essuyé une défaite morale et il risque de ne plus exister du tout un jour si ses acteurs ne s'en rendent pas compte et ne réagissent pas, comme il se doit, face à cette ennemie mortelle des travailleurs.

D'un autre côté, quand on considère la combativité des salariés, l'importance des défilés du 1<sup>er</sup> mai, quand on additionne les voix de Mélenchon, de Hamon, de Philippe Poutou et de Nathalie Arthaud, on constate qu'il y a des forces potentielles importantes pour redresser la barre, pour casser la progression de l'extrême droite et pour combattre efficacement tous les mercenaires du capitalisme comme Macron. Un front uni et diversifié, antiraciste, écologiste, féministe, anticapitaliste et révolutionnaire peut se former et relever les défis.

Il paraît que nous sommes contre toutes les frontières. Prouvons-le. Faisons tomber les frontières qui divisent les composantes d'un tel front potentiel. Même si nous adoptons une position différente face à ce deuxième tour, cela ne devra pas donner matière à de nouvelles rancœurs ou divisions. C'est notre avenir commun qui est en jeu.

Bien fraternellement à toutes et à tous,

**José Chatroussat**

---